



POWERED BY

Institute for
Citizen-Centred
Service

OPTIMISÉ PAR

L'Institut des
services axés sur
les citoyens

RÉUNION DU CONSEIL DES DIRIGEANTS PRINCIPAUX DE L'INFORMATION DU SECTEUR PUBLIC (CDPISP)

Le 16 février 2022

Compte rendu des décisions v.2

Point à l'ordre du jour	Sujet/Discussion	Décision/Mesure
1.	<p><u>Questions administratives</u></p> <p>A) Approbation du procès-verbal de la réunion virtuelle du 27 octobre 2021. Procès-verbal de la réunion du CDPISP du 27 octobre 2021, approuvé sans modification.</p> <p>B) Approbation de l'ordre du jour de la réunion du CDPISP du 16 février 2022. L'ordre du jour de la réunion du CDPISP du 16 février 2022 est approuvé.</p>	<p><u>Décision n° 1 :</u> Procès-verbal de la réunion du 27 octobre 2021, approuvé sans modification.</p> <p><u>Décision n° 2 :</u> Ordre du jour de la réunion du 16 février 2022, approuvé sans modification.</p>
2.	<p><u>Examen de la Freedom of Information and Protection of Privacy Act (FOIPPA) de la Colombie-Britannique :</u></p> <p>Rhianna Begley, présidente du sous-comité sur la protection de la vie privée de la Colombie-Britannique et des conseils mixtes, et Matt Reed, directeur général et responsable des politiques du gouvernement de la Colombie-Britannique, donnent un aperçu de la révision et des modifications apportées par la Colombie-Britannique à sa Freedom of Information and Protection of Privacy Act (FOIPPA).</p> <p>Ressources supplémentaires disponibles à l'adresse : www.gov.bc.ca/FOIPPAupdates</p> <p><u>Discussion des membres :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> YT demande comment la province définit les renseignements personnels de nature délicate. 	<p><u>Mesure de suivi 1 :</u> La Colombie-Britannique (Matt Reed, Rhianna Begley) fournira de plus amples renseignements sur les données ouvertes et l'information ouverte en relation avec la FOIPPA lors d'une prochaine réunion du CDPISP.</p>

Matt Reed répond que la Colombie-Britannique préfère ne pas définir le terme « de nature délicate » dans la législation, étant donné la complexité de ce terme, qui est basé sur le contexte. De nombreuses administrations, y compris le gouvernement fédéral, ont des normes de classification de sécurité : protégé A, B et C. Il n'était donc pas prudent de l'ajouter à la législation, car cela laisserait place à l'interprétation. Le manuel de politique et les ressources de la CB seront peaufinés.

- Le SCT demande si les données ouvertes et les normes sur l'information ouverte en Colombie-Britannique influencent la FOIPPA. Le passage à l'ouverture est une bonne chose, mais il modifie la nature de l'accès aux informations reçues et doit être géré.

Matt Reed répond que la Colombie-Britannique a déployé plus d'efforts en faveur de l'ouverture des données. La CB a publié un nouveau décret sur la vérification des sommaires qu'elle reçoit chaque mois. Il se renseignera davantage sur les données et les informations ouvertes et pourra assurer le suivi avec le CDPIPS.

Rhianna Begley, C.-B., ajoute qu'ils donnent plus d'informations au public, ce qui incite à plus de demandes d'accès à l'information. Elle mentionne qu'une présentation similaire a été partagée avec le sous-comité sur la vie privée en novembre 2021.

- Un membre de l'ASIM demande si les changements effectués ont permis à la Colombie-Britannique de mettre en œuvre toutes les initiatives d'identité numérique, « Tell Us Once », et toutes les autres qui nécessitent une législation sur la protection de la vie privée.

Matt Reed répond que les modifications dans le domaine de l'identité ont été faites pour permettre l'exécution du programme de la carte de services de la Colombie-Britannique en général.

La C.-B. a répondu que la carte de services de la C.-B. couvrirait cette question et qu'au fur et à mesure qu'elle travaillait sur les titres de compétences vérifiables, certains éléments étaient en train de sortir en termes d'autorité, de titres de compétences vérifiés par les entreprises et d'artefacts : licences, permis, etc. Différents travaux sont en cours dans le cadre du volet politique pour examiner les obstacles réels par rapport aux obstacles perçus.

- L'Î.-P.-É. pose une question sur l'accès des personnes ne relevant pas de la compétence de la Colombie-Britannique. À l'Î.-P.-É., il y a une augmentation du nombre de demandes venant de l'extérieur. Quelles sont les incidences sur la publication? Y a-t-il quelque chose dans les modifications ou les données de la Colombie-Britannique qui concerne la façon dont ils appuient ces personnes qui ne font pas partie de leur administration?

Matt Reed répond qu'il n'y a rien dans la loi qui pourrait avoir une incidence sur les demandes des autres administrations.

Rhianna Begley répond qu'afin d'appuyer les candidats qui demandent des renseignements, ils ont créé une équipe d'accueil qui travaille sur ce sujet. Conscients de l'augmentation de leur volume et de l'attention qu'ils portent à l'amélioration de la prestation de services, ils ont mis en place un centre de contact afin d'appuyer le processus de réception des demandes d'accès à l'information.

	<ul style="list-style-type: none"> L'Î.-P.-É. a demandé si les demandeurs hors C.-B. bénéficient du même délai de prestation de services que les non-citoyens. <p>Rhianna Begley répond que tous les candidats sont traités de la même manière, qu'ils soient citoyens ou non de la Colombie-Britannique. Les demandeurs bénéficient du même service amélioré que celui offert par la Colombie-Britannique, qu'il s'agisse des demandeurs les plus fréquents ou même de ceux qui viennent de l'extérieur du pays. L'obligation de résidence des données influe sur le type de technologie qu'ils pourraient utiliser pour communiquer les dossiers aux demandeurs de l'extérieur du pays.</p> <ul style="list-style-type: none"> ON demande quel rôle jouait la transformation numérique, en particulier le nuage, dans les changements envisagés par la Colombie-Britannique en matière de protection de la vie privée. <p>Matt Reed répond que c'est un espace unique. Les gens ont été créatifs et ont eu des discussions sur les technologies numériques ou nouvelles à utiliser. Dans le passé, il y avait des restrictions pour les personnes utilisant les médias sociaux dans le gouvernement, actuellement ils travaillent autour de ces barrières. Les modifications visent à permettre l'utilisation de nouvelles technologies numériques modernes, d'un plus grand nombre de nuages et de tous les outils. Ils comptent appliquer la maturité à ces nouveaux outils.</p> <p>Rhianna Begley ajoute que l'innovation est le moteur, la prise en compte de tous les types de technologie, y compris les services en nuage; ils ont fait le travail politique qui a étayé les modifications législatives et l'élément de résidence des données.</p> <p>Paul Wagner remercie Matt Reed et Rhianna Begley, au nom des membres du CDPISP, pour la présentation et la discussion.</p>	
3.	<p><u>Rapport financier (ONGLETS 3A et 3B)</u></p> <p>Sean McLeish, trésorier du CDPISP, dépose le rapport financier du CDPISP (au 31 décembre 2021). Il mentionne que le CDPISP est dans une bonne position financière. Une copie de l'état financier et des contributions annuelles des membres du CDPISP est incluse dans le classeur de la réunion.</p>	<i>Aucune mesure de suivi pour ce point</i>
4.	<p><u>PARTAGE D'INFORMATION ENTRE ADMINISTRATIONS (ONGLETS 4A et 4B)</u></p> <ul style="list-style-type: none"> Maria Luisa Willan, Secrétaire de l'ISAC, donne un aperçu de l'analyse du partage de l'information du CDPISP. Elle fait remarquer que la réunion de partage de l'information deux fois par an facilite le réseautage, l'innovation et la croissance à l'échelle nationale entre les administrations. C'est l'occasion pour celles-ci de présenter leurs travaux actuels et en cours ainsi que la documentation des leçons apprises qui pourraient intéresser les Conseils. Pour la réunion de février, les juridictions du CDPISP ont cerné des domaines spécifiques où une collaboration interjuridictionnelle serait bénéfique. Les domaines clés mentionnés par les administrations ont été regroupés sous les thèmes suivants : 1. Identité numérique, 2. Migration vers le nuage, 3. Gestion des talents, 4. Actualisation du matériel et des logiciels, 5. Cybersécurité, 6. Expérience numérique. <p>La plupart des priorités notées dans les documents de partage d'information du CDPISP s'harmonisent avec les priorités de TI/GI du CDPISP et sur celles des Conseils mixtes :</p> <ul style="list-style-type: none"> La connectivité numérique après la pandémie de la COVID-19 est essentielle pour que les citoyens et les entreprises puissent accéder aux services gouvernementaux. De nombreuses administrations misent sur la 	<p>Mesure de suivi 2A : Les membres du CDPISP veulent explorer la création et la maintenance d'une plateforme de partage de l'information (gestion de l'information) qui rassemblerait toutes les informations recueillies lors du partage de l'information entre les administrations (deux fois par an), de la recherche sur les sujets prioritaires (y compris les rapports de recherche mensuels) et des résultats des</p>

<p>validation des systèmes et le maintien de la stabilité des infrastructures afin d'appuyer et de répondre aux demandes de services des citoyens.</p> <ul style="list-style-type: none"> ○ Afin d'améliorer l'efficacité de la prestation de services, de relever les défis actuels et de répondre aux exigences futures, certaines administrations continuent de mettre en place des plateformes de données numériques de gestion et d'analyse de l'information, qui sont souvent fondées sur l'expérience d'autres administrations. Les organisations continuent de s'appuyer sur des technologies nouvelles et modernes pour permettre une gestion et une utilisation efficaces et efficientes des données. ○ Les administrations évoluent et innovent dans le cadre de la priorité qu'est l'identité numérique. On observe une progression vers l'optimisation des occasions d'utilisation des nouvelles technologies, des outils et des méthodologies afin d'appuyer l'utilisation améliorée et étendue de l'identité numérique au sein du gouvernement numérique. ○ L'incidence de la COVID-19 sur la cybersécurité demeure un sujet de réflexion pour tous les paliers de gouvernement. Les organisations améliorent leurs pratiques de cybersécurité afin de protéger les systèmes, les réseaux et les programmes. Toutes les administrations améliorent les solutions matérielles et logicielles, ainsi que les stratégies de cybersécurité, afin d'accompagner leurs efforts de transformation numérique pour suivre le rythme des nouvelles technologies, renforcer la protection de la vie privée et améliorer les services aux citoyens. ○ Les administrations mènent des efforts de modernisation du matériel et des logiciels et de transformation numérique pour mettre à niveau les applications et les systèmes qui approchent de leur cycle de fin de vie. Les solutions basées sur le nuage sont de plus en plus encouragées, et la formation du personnel permet de maintenir la continuité des connaissances. Toutefois, de nombreuses administrations ont fait état d'une situation très difficile liée au recrutement de personnel informatique spécialisé. <p>Maria Luisa a également noté que les administrations ont mis en évidence plusieurs initiatives et produits livrables qui pourraient être des points potentiels à présenter ou à discuter lors des réunions du CDPISP ou des Conseils mixtes. Les sujets de présentation sont notés dans le document d'analyse du partage d'information du CDPISP.</p> <ul style="list-style-type: none"> • La Colombie-Britannique fait remarquer qu'au fil des ans, les administrations ont partagé de précieux renseignements dans les rapports de partage d'information et les résultats des analyses juridictionnelles entreprises par les membres. Elle recommande la création d'une plateforme ou d'un centre de partage d'information (gestion de l'information) pour héberger cette information en temps réel, en un seul endroit pour faciliter un accès rapide à l'aide d'outils numériques modernes, plutôt que le processus actuel de collecte de cette information et d'établissement de rapports deux fois par an. La plateforme pourrait également permettre la communication et le partage entre les membres au sein d'un canal sécurisé. • N.-É. appuie l'idée de disposer d'un canal numérique pour se connecter avec les membres afin d'accéder rapidement à l'information et d'assurer un suivi avec les autres membres. Le partage d'information est précieux dans ce groupe. • L'Î.-P.-É. appuie l'idée d'avoir un mécanisme facile pour le partage de l'information. Elle a mentionné qu'à l'Î.-P.-É. la fonctionnalité de clavardage est activée de deux manières : 1. s'il s'agit d'un dossier, il est conservé en tant que tel; et 2. s'il s'agit uniquement d'une information courante, elle est conservée pendant deux semaines, puis supprimée. • Maria Luisa Willan, du secrétariat de l'ISAC, fait remarquer que les membres sont généreux en partageant des informations juridictionnelles uniquement parce qu'elles sont partagées avec les membres du BPDJ et non avec un public plus large. Lors de la conception d'une plateforme d'échange d'informations (rapports ou clavardage), il convient de miser sur une plateforme sécurisée ou une plateforme réservée aux membres. Ces informations ne seraient accessibles qu'aux membres et non aux équipes élargies. Actuellement, l'ISAC héberge un dépôt pour les CM, le 	<p>analyses juridictionnelles entreprises par les membres du CDPISP.</p> <p>Objectifs de la plateforme de partage d'information :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Fonction de clavardage et/ou canal de communication permettant aux membres de poser des questions rapides sur des points spécifiques. 2. Collecte de renseignements sur le partage d'informations entre les administrations et établissement de rapports sur les principaux résultats (analyse du partage d'informations). 3. Possibilité d'effectuer des analyses juridictionnelles (pour une réponse plus rapide et un accès rapide aux résultats). Il servira de référentiel sur ce que font les administrations, à partir des nombreuses questions posées par les membres (p. ex., un accord Microsoft, qui utilise une source ouverte, un fournisseur multiple dans les télécommunications, etc.) Si un membre a une question précise, il saurait à qui s'adresser et obtiendrait la réponse en effectuant une recherche dans le répertoire ou en communiquant avec des administrations spécifiques. Et s'ils ont des questions plus
---	--

<p>CDPISP, le CPSFP et pour chacun des groupes des Conseils (16 groupes); il s'agit d'un site réservé aux membres et protégé par un mot de passe.</p> <ul style="list-style-type: none"> • Dan Batista, directeur général de l'ISAC, offre son soutien et note que l'ISAC étudiera les besoins des utilisateurs, explorera les plateformes possibles et les coûts pour mettre au point et maintenir cette plateforme. • Le membre de la C.-B. précise qu'il faudrait trois éléments différents : 1. Fonction de clavardage et/ou canal de communication permettant aux membres de poser des questions rapides sur des points spécifiques; 2. Collecte de renseignements sur le partage de l'information entre les administrations et établissement de rapports sur les principaux résultats (analyse du partage de l'information); et 3. Capacité d'effectuer des analyses des administrations (pour une réponse plus rapide et un accès rapide aux résultats) — servira de référentiel sur ce que font les administrations, à partir des nombreuses questions posées par les membres (p. ex. un accord Microsoft, qui utilise une source ouverte, un fournisseur multiple dans les télécommunications, etc.) Si un membre a une question précise, il saurait à qui s'adresser et obtiendrait la réponse en effectuant une recherche dans le répertoire ou en communiquant avec des administrations spécifiques. Et s'ils ont des questions plus spécifiques ou ont besoin de plus d'informations, ils peuvent utiliser la fonction de clavardage. • Un membre de la N.-É. fait remarquer que l'ISAC est en bonne position pour aider à mettre au point cette plateforme. Elle serait créée pour les membres et utilisée par eux. Le répertoire est un début, mais il y a aussi la possibilité d'une recherche réelle pour laquelle les membres paieraient pour alimenter les conversations visant la prise de décisions. Une grande partie du CDPISP est invisible, complexe et difficilement compréhensible. Toute possibilité de disposer de recherches qui étayent nos décisions d'investissement ou nous informent sur leur état est précieuse. Un espace de collaboration au sein du CDPISP avec la possibilité de faire des recherches axées sur le secteur public, l'informatique et le numérique, ou d'autres domaines d'intérêt. • QC déclare que le projet de loi COVID-19 Arrive, et qu'il mettra la pression sur le numérique. Si cela n'est pas fait correctement, les initiatives s'arrêteront parce qu'ultimement, elles ne sont pas parfaites. Il recommande d'examiner le coût informatique par utilisateur, le coût informatique par citoyen d'une manière holistique. Leurs investissements commencent à payer l'énorme somme d'argent versée pour la COVID-19 tout en ralentissant leurs initiatives clés. Il y a des signes inquiétants, ce qui se passe avec le travail hybride et l'incertitude qui s'annonce. Ce serait un risque pour tout le monde s'ils n'envisagent pas la question de manière globale en termes d'investissements et de ratios. Le forum du CDPISP est approprié pour cibler les initiatives ou le type d'information afin d'amorcer le travail. Le numérique leur a permis de surmonter la pandémie et leur permettra de continuer à le faire à l'avenir. C'est le réflexe habituel qui explique pourquoi ils dépensent de l'argent dans l'informatique et essaient de réduire les investissements dans ce domaine. Il est temps pour le CDPISP d'aborder cette question en tant que groupe. • L'Î.-P.-É. fait remarquer que les gens se rendent compte de tout ce que l'informatique fait en arrière-plan, les niveaux d'activités qui s'y déroulent. Ils ont besoin d'investissements pour aller de l'avant, et pour comprendre où ils doivent aller ensuite. Même lorsqu'ils obtiennent des fonds de fonctionnement par rapport à des fonds d'immobilisations, ils s'ajustent en fonction du coût de description, et tous ces facteurs jouent un rôle important. • T.-N.-L. note qu'il devrait y avoir un moyen d'interagir plus rapidement entre les membres. Il y a une notion au sein de leur service du SCT selon laquelle il y a beaucoup de dépenses en informatique, ce qui n'est pas le cas. Gartner conseille de dépenser plus dans les opérations. Il faut pouvoir traiter rapidement les demandes d'information. Il appréciait l'aide des membres, quand il en avait besoin. Il s'est dit favorable à des canaux de communication plus 	<p>spécifiques ou ont besoin de plus d'informations, ils peuvent utiliser la fonction de clavardage.</p> <p>4. Possibilité d'entreprendre des recherches spécifiques commandées et financées par les membres du CDPISP pour alimenter les conversations sur la prise de décision.</p> <p>Mesure de suivi 2B : Le secrétariat de l'ISAC doit convoquer une réunion du Groupe de travail sur la gestion de l'information afin de discuter du cadre (portée du travail) pour le développement d'une plateforme de gestion de l'information du CDPISP.</p> <p>Mesure de suivi 2C : 1 Le SCT fera rapport sur la façon dont les provinces, territoires et municipalités peuvent accéder aux cours de la Digital Academy.</p>
---	---

<p>rapides et à l'établissement d'un répertoire de tous ces éléments en un seul endroit. Il appuie l'idée que l'ISAC entreprenne les recherches nécessaires au nom du Conseil. Il est très utile d'avoir un point de vue canadien sur cette recherche et de ne pas dépendre de consultants. Il serait utile de disposer de données réelles provenant des administrations.</p> <ul style="list-style-type: none"> • L'ASIM suggère de commencer petit, de se développer à partir de là et d'être prudent lors de la constitution de répertoire. Les municipalités disposent d'une plateforme similaire avec les initiatives d'analyses comparatives, où elles obtiennent des éléments communs qui sont importants pour les municipalités. Elle est mise à jour chaque année afin que les membres l'aient à portée de main. L'un des problèmes est d'avoir une comparaison latérale, car nous sommes tous structurés différemment. • N.-É. conseille de commencer petit, de se mettre d'accord sur les cas d'utilisation, et d'établir un cadre sur la façon dont nous voulons commencer à dialoguer, ou de procéder à la mise en œuvre de sorte qu'il y ait des tâches différentes dans le cadre de travail qui pourraient être explorées. L'essentiel est de commencer par l'énoncé du problème. Cela fait partie de la transformation numérique et de l'éducation et de l'amélioration de la culture numérique des décideurs, sinon il n'y a aucun moyen d'atteindre les buts et objectifs à atteindre en considérant l'informatique comme un centre de coûts. Le CDPISP se trouve devant une occasion collective de changer le dialogue. • Î.-P.-É. recommande que, en tant que groupe, l'élaboration des messages de communication clés soit bénéfique pour tous. • Le SCT fait remarquer qu'au gouvernement fédéral, on s'occupe des mêmes questions, mais sous un angle différent : le cadre ou la décomposition de l'information. Le dialogue sur le modèle de financement du numérique est différent du modèle de financement des projets. Ils ont des conversations sur la dette technologique qui s'est accumulée au fil des ans. Les décisions prises dans le domaine financier perpétuent cette situation. Il a indiqué que la DPI du gouvernement du Canada viendra discuter du plan numérique pour le Canada. Elle discute avec le SCT de la dette technologique et de la manière de la financer à l'avenir. La facture pour la pandémie de la COVID-19 arrive. Leur capacité à s'assurer que le bon dialogue a lieu au SCT et au ministère des Finances les aidera à poursuivre les investissements nécessaires. Le cadre les aiderait à parler de certains des éléments qui leur permettraient d'assembler les choses et le contexte sera très important. Si nous disons numérique, informatique ou cyber, cela signifie quelque chose de différent pour chaque administration, il faut être clair sur ce que sont ces choses pour commencer une comparaison latérale. • L'Î.-P.-É. déclare qu'elle doit appliquer des ressources sur la manière de réaliser le cadre. Elle propose un sous-comité plus petit, comme un groupe de travail, qui pourrait travailler avec Dan Batista (ISAC). • L'Î.-P.-É. recommande que l'un des travaux de recherche qui pourraient être effectués par le CDPISP porte sur le talent numérique; la recherche sur ce qui a été fait au pays et les commissions de la fonction publique et le système de classification, y compris l'échelle salariale. • <u>Les membres suivants se sont portés volontaires pour participer au Groupe de travail sur la gestion de l'information du CDPISP</u> : Tracy Wood (Î.-P.-É.) Paul Wagner (SCT), Natasha Clarke (N.-É.), Dave Heffernan (T.-N.-L.) et CJ Ritchie (C.-B.) se sont portés volontaires pour travailler avec l'ISAC à l'élaboration d'un cadre. Une fois élaboré, le cadre sera présenté aux membres du CDPISP pour qu'ils fassent part de leurs commentaires. 	
--	--

Table ronde sur le partage d'information entre administrations sur des sujets clés :

Les administrations ont fourni un résumé de leurs principales priorités et activités dans leurs territoires respectifs. Pour plus de renseignements, les membres peuvent se référer au document sur le partage d'information entre les administrations, fourni dans le classeur de la réunion.

Veillez noter que, selon la pratique actuelle, en raison de la nature délicate de cette discussion, seuls les points à l'ordre du jour découlant de la table ronde sur le partage de l'information entre les administrations sont inclus dans le procès-verbal.

Les administrations qui ont fourni une mise à jour :

- Québec
- Terre-Neuve-et-Labrador
- Yukon
- Colombie-Britannique
- Nouvelle-Écosse
- Alberta
- Territoires du Nord-Ouest
- Ontario
- Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada
- Île-du-Prince-Édouard
- Association des systèmes d'information municipaux

Sujets d'intérêt cernés par les membres lors de la table ronde :

- **Cybersécurité :**
 - Investissements dans la cybersécurité
 - Profil de sécurité des personnes travaillant à domicile
 - Étendre la cybersécurité à un ensemble plus large d'entités, à l'ensemble de la fonction publique.
 - Cyberassurance
 - Communications incidentes, veiller à ce que la liste de distribution soit à jour
 - Conférence sur la cybersécurité de l'identité numérique et la biométrie au Québec
- **Identité numérique :**
 - Les éléments qui travaillent et collaborent autour de l'identité numérique pourraient être les mêmes pour d'autres initiatives.
 - Une recommandation visant à mettre en place une infrastructure manquante afin d'appuyer l'élément commun. Comment partager les évaluations de la protection de la vie privée, comment partager l'examen de la sécurité, comment divulguer aux partenaires, en toute sécurité, les vulnérabilités éventuelles du code, comment partager les conseils juridiques.
 - Utilisation de licences de sources ouvertes ou publication de projets de développement du gouvernement en vertu de licences de sources ouvertes.
 - Poursuite des travaux sur la gouvernance.
 - L'écosystème de confiance des identités numériques. Produits d'exploration numérique.

- **Investissements pour réaliser la stratégie relative au numérique**
 - CapEx par rapport à OpEx
 - BC Digital Investment Board
 - Comment entamer le processus décisionnel concernant les investissements dans le numérique et l'informatique
 - Services réutilisables fondés sur une plateforme de subventions
 - Investissements pour moderniser et introduire les ensembles d'outils pour l'environnement de travail hybride
 - Évaluation de la maturité numérique
- **Talent numérique**
 - Attirer et retenir les talents
 - Échelles de salaires en informatique
 - Culture numérique
 - Différentes façons de recruter des effectifs, de les maintenir en poste, de revoir la politique des RH.
 - Renforcer les capacités numériques dans l'ensemble de la fonction publique
 - Sens de la gestion financière de base
 - Référence de la dextérité numérique
 - Programme « Ordinateurs pour l'excellence »
 - Comment ils abordent les dossiers collectivement, collaborent et résolvent la question du talent
 - Comment ils coopèrent avec les différentes industries et différents secteurs
 - Le gouvernement fédéral est le plus grand concurrent en termes de talents numériques. Comment les administrations pourraient-elles faire partie de cette solution?
- **Gouvernement numérique :**
 - Modernisation
 - Comment répondre à la dette, améliorer les choses et les rendre plus efficaces. Signatures électroniques et numériques.
 - Présentez la DPI comme étant la solution au problème.
 - Les communications, comme les DPI aident la fonction publique à améliorer tous les services et à économiser de l'argent. Expliquez comment et pourquoi ils le font. Comment montrer leur proposition de valeur concernant les services fournis à l'aide de la technologie.
- **Un récit commun sur la valeur de la technologie, et non pas comme un élément secondaire du processus,**
 - mais comme le mécanisme par lequel ils servent leurs électeurs et leurs citoyens.
 - Créer une vidéo ou un communiqué de presse avec des messages clés qui seront utilisés par tous les membres dans leurs discussions avec le SCT.
 - Recueillir les cadres qui existent dans les administrations pour élever le dialogue vers le modèle d'affaires
 - Cas conceptuel (organisationnel, quel est le problème que l'on tente de résoudre et quels sont les autres domaines qui pourraient appuyer ce travail)
- **Amendements à la FOIPPA —** poursuite des accords d'informatique en nuage organisationnels
- **Plateforme de notification —** comment la reproduire?

	<p>**</p> <ul style="list-style-type: none"> • Catherine Luelo, sous-ministre et DPI du Canada, SCT, participe à la réunion. Elle déclare qu'elle a reçu une invitation à la conférence sur la cybersécurité de l'identification numérique et la biométrie qui se tiendra à Québec en mai. On s'attend à ce qu'ils établissent tous des normes avec les provinces et les territoires en ce qui concerne l'identité numérique et le cyberspace. Elle recommande que l'invitation soit étendue à tous les membres du CDPIISP afin qu'ils puissent y participer. En ce qui concerne le modèle d'identité numérique, ils doivent trouver des solutions sur la façon dont ce modèle peut devenir une plateforme, à mesure que les Canadiennes et les Canadiens se déplacent dans tout le pays, afin d'avoir la capacité d'appuyer cela tout en respectant les services fournis par chaque province. En ce qui concerne les talents, elle recommande d'avoir une discussion ouverte sur les talents qui quittent le gouvernement pour le gouvernement, une discussion collaborative et de présenter le plan à la collectivité des DPI. • L'ASIM demande comment les cours de la Digital Academy pourraient être mis à la disposition des municipalités. Les conseils ont eu une discussion autour de la Digital Academy sur la façon dont les autres accèdent à leurs apprentissages, il y a un besoin d'élever le sens du numérique à tous les paliers du gouvernement. <p>Paul Wagner recommande de rendre tout accessible et ouvert à toutes les administrations, y compris les municipalités. Le SCT fera rapport sur la façon dont les provinces, territoires et municipalités peuvent accéder aux cours de la Digital Academy.</p>	
5	<p><u>Suivi des actions clés ou des points à retenir de la présentation sur l'identité numérique lors de la réunion des Conseils mixtes du 15 février 2022 :</u></p> <p>Tracy Wood, coprésidente du CDPIISP, demande aux membres s'il y a des questions ou d'autres discussions sur les principales conclusions de la présentation faite le 15 février aux Conseils mixtes par Peter Watkins, directeur du programme pancanadien d'identification numérique, sur les progrès réalisés en matière d'identité numérique.</p> <p><u>Discussion des membres :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> • L'ASIML déclare qu'il est bon de voir des progrès sur l'identité numérique. Les villes ont essayé de travailler sur certains projets-pilotes liés à l'identité numérique. Des plans de travail sont à l'ordre du jour pour de nombreux services, de l'échelon municipal à l'échelon provincial/territorial et fédéral. Les municipalités font partie de la province où elles se trouvent et sont représentées et collaborent avec les membres de la JEIN. Les municipalités sont prêtes et peuvent collaborer et appuyer les efforts du FPT en matière d'identité numérique. • Le SM/DPO du Canada (SCT) indique qu'une meilleure compréhension du paysage de l'identité numérique est nécessaire. Quel est le message, comment communique-t-on la valeur de l'identité numérique? Il existe de nombreux acteurs dans ce domaine, notamment le CDPIISP, le DIACC, le Conseil stratégique des DPI et les fournisseurs. Comment les géants de la technologie participent-ils à la solution? Les acteurs ne sont pas seulement les grandes entreprises technologiques, mais aussi les banques. Il faut mieux comprendre l'écosystème des acteurs de l'identité numérique. Le gouvernement fédéral pourrait assurer le leadership et l'orientation des consultations. Possibilité de collaborer dans tout le pays. • N.-É. renforce le rôle que l'ISAC peut jouer en tant qu'entité juridique indépendante qui permet aux Conseils de faire avancer leur travail. Les membres décident collectivement de confier à Peter Watkins la direction de l'identité 	<p>Mesure de suivi 3 :</p> <p>Le SCT doit fournir des précisions et des orientations sur les rôles que jouent d'autres entités (écosystème numérique) dans l'espace de l'identité numérique, comme le DIACC, le Conseil stratégique des DPI, les fournisseurs et d'autres intervenants internes et externes.</p>

numérique dans le cadre de l'ISAC, de sorte que ce ne soit pas une administration particulière qui travaille sur ce sujet, mais une ressource engagée des Conseils, ce qui permet à Peter de miser sur l'exécution. Elle suggère d'amener des supporters, en tant que gestionnaires de programme, de gouvernance, de communication et de tout ce qui est nécessaire dans un programme, afin d'appuyer l'excellent travail de Peter. C'est un grand directeur technique avec un mandat. L'ISAC est une entité juridique que les personnes chargées de la prestation de services dans le secteur public ont créée afin d'appuyer ses membres (secteur public). Elle recommande de ne pas manquer l'occasion de tirer parti de l'ISAC en tant qu'entité juridique des Conseils mixtes, qui permet à ce groupe de faire des choses sans les contraintes fédérales, provinciales, territoriales et municipales.

- B.-C. fait remarquer que deux moments ont changé la dynamique et fait la différence au groupe du CM en ce qui concerne l'identité numérique : 1) Les membres des Conseils mixtes ont signé la déclaration pour l'identité numérique en février 2019, lorsqu'ils ont déclaré que l'identité numérique était une priorité essentielle pour tous et pour la faire progresser en tant que confédération numérique pour le pays. 2) Lorsque Peter Watkins est devenu le directeur du programme pancanadien d'identité numérique, le dossier a avancé plus vite au cours des 12 derniers mois qu'au cours des 12 années précédentes. Nous pouvons tous coopérer et apporter à Peter le soutien nécessaire pour faire avancer l'identité numérique. Il est nécessaire de clarifier les rôles pour savoir qui est responsable de quelles décisions, qui établit les normes, qui définit la politique, etc. Il est nécessaire d'examiner les rôles des parties prenantes de l'identité numérique, comme le DIACC et le Conseil stratégique des DPI, et de déterminer si ces organismes extérieurs ont un rôle à jouer en matière de validation, de spécification technique et d'interopérabilité liée à la gouvernance. Si le gouvernement fédéral pouvait apporter des éclaircissements sur ces entités, nous aurions de bonnes chances de faire avancer le dossier plus rapidement.
- Le SM/DPI du Canada (SCT) fait remarquer qu'il y a divers acteurs autour de la table qui font progresser l'identité numérique, ils devraient faire partie de la discussion et la capacité de créer un espace pour certains autres membres qui n'ont pas les capacités financières ou les ressources pour faire progresser l'identité numérique. Nous jouons un rôle en tant que confédération avec des voix égales à la table, en profitant du travail que les groupes principaux ont fait et pour obtenir la clarté du DIACC et du Conseil stratégique des DPI, sur la façon de faire progresser l'identité numérique au Canada.
- L'Î.-P.-É. a déclaré que, du point de vue d'une petite administration, elle tire parti du partage de l'information. Ils écoutent et voient si cela les touche. Il est possible de faire comprendre aux membres de la **JEIN** ce qui se passe et de commencer à construire, c'est là que le modèle a fonctionné parce que tout le monde a eu la possibilité de contribuer. Toutes les juridictions n'avancent pas au même rythme, mais toutes s'efforcent d'atteindre le même objectif.
- Peter Watkins, directeur du programme pancanadien d'identité numérique, déclare qu'il est impératif d'apporter une aide significative aux petites et moyennes administrations. La bonne nouvelle est que les grandes provinces qui représentent 87 % de la population sont harmonisées. S'ils n'agissent pas rapidement, ces petites administrations risquent de tomber entre les mains des fournisseurs et de se retrouver bloquées. En ce qui concerne la preuve de la vaccination, les Conseils ont réuni les FPT pour résoudre ce problème dans un délai très court. Les FPT étaient prêts à recevoir de l'aide sur le code afin de pouvoir l'adopter, l'installer et le faire fonctionner. Il suggère de répéter le même schéma avec l'identité numérique. La collaboration interjuridictionnelle est essentielle pour faire progresser les efforts en matière d'identité numérique.

Tracy Wood note que les membres du CDPISP ont un rôle à jouer dans le développement des communications (récit commun) pour l'identité numérique.

<p>Autres points</p> <ul style="list-style-type: none"> Tracy Wood remercie tous les participants pour leur participation et leurs idées. La prochaine réunion du CDPISP aura lieu le 7 avril 2022. <p><i>La réunion du CDPISP est ajournée à 15 h 04 HNE.</i></p>	<p><i>Aucune mesure de suivi pour ce point.</i></p>
--	---

Présence	
Co-présidents du CDPISP	
Paul Wagner	Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada
Tracy Wood	Île-du-Prince-Édouard
Membres du CDPISP	
Jan Bradley	ASIM Est (Ville de Calgary)
Kathryn Bulko	ASIM Canada
Stephen Bull	Alberta
Natasha Clarke	Nouvelle-Écosse
David Barr pour Liz Byrne-Zwicker	Nouveau-Brunswick
Dave Heffernan	Terre-Neuve-et-Labrador
Jonathan Kelly	Québec
Sean McLeish	Yukon
Mohammad Qureshi	Ontario
Harry Turnbull	ASIM Ontario
Jason Doiron pour Rick Wind	Territoires du Nord-Ouest
Observateurs du CDPISP	
Keleigh Annau	Colombie-Britannique
Rhianna Begley	Colombie-Britannique
Thea Du	Île-du-Prince-Édouard
Elky Hanlon	Nouvelle-Écosse
Rheannon Harriman	Colombie-Britannique
Mark Healy	Terre-Neuve-et-Labrador
Sophia Howse	Colombie-Britannique
Sheila Hubbard	Conseil du Trésor du Canada
Mark Levene	Conseil du Trésor du Canada
Betty MacLean	Île-du-Prince-Édouard
Antonio Paniccia	Ontario
Matt Reed	Colombie-Britannique
John Roberts	Ontario
Peter Watkins	ISAC
Dan Batista	Directeur général, ISAC.
Pavel Chernousov	Analyste de recherche, CM.
Linda Robins	ISAC
Secrétariat de l'ISAC	

Maria Luisa
Stefania Silisteanu

Directrice, Conseils nationaux (CPSFP et CDPISP).
Coordinatrice, Conseils nationaux (CPSPP et CDPISP).